

AVRIL 2014
n°227

SOMMAIRE

Déjouer les pièges de
la pension de
réversion pour
assurer efficacement
la protection du
conjoint

Panorama des
marchés financiers et
chiffres clés

ISF 2014 : PEU DE CHANGEMENTS

L'arrivée du printemps annonce le retour des obligations fiscales. Ainsi, c'est à compter du 9 avril que les imprimés de déclaration de revenus vont être adressés aux contribuables. **La date de dépôt des déclarations de revenus est, quant à elle, fixée au mardi 20 mai.** Cette date est repoussée au mardi 10 juin pour les déclarations effectuées en ligne. Rappelons que les déclarations professionnelles (imprimés 2035 et 2031) ainsi que les déclarations de SCI (imprimé 2072) doivent être déposées avant le 5 mai 2014.

Concernant l'ISF, le mode déclaratif diffère selon la valeur du patrimoine. **Les contribuables dont le patrimoine taxable est inférieur à 2 570 000 € sont soumis à une procédure allégée** puisqu'il leur suffit de reporter sur la déclaration des revenus N° 2042 C le montant du patrimoine brut et net. La date de dépôt est donc équivalente à celle de l'impôt sur le revenu, soit le **20 mai 2014**. Aucun justificatif ne doit être joint et le paiement de l'ISF s'opérera, comme pour l'impôt sur le revenu, après l'émission d'un avis d'imposition qui interviendra vers le 15 septembre 2014. **Les contribuables dont le patrimoine est supérieur à 2 570 000 € sont tenus de déposer une déclaration d'ISF détaillée pour le 16 juin 2014 au plus tard.** Cette déclaration doit comporter les justificatifs des dettes déduites au passif et des éventuelles réductions d'ISF réalisées. Le paiement de l'impôt s'opère de manière spontanée en même temps que le dépôt de la déclaration.

La dernière loi de finances n'ayant pas provoqué de bouleversements majeurs au niveau de l'ISF, le cru 2014 sera donc semblable à celui de 2013. Autrement dit, **le seuil d'imposition reste fixé à 1 300 000 €.** Dès lors, les contribuables dont le patrimoine net est inférieur à 1 300 000 € ne sont pas concernés par l'impôt sur la fortune. En raison de l'absence de revalorisation, les tranches du barème ISF reste identique à celui de 2013 et se décline comme suit :

Fraction de la valeur du Patrimoine	Taux	Formule de calcul des droits
De 0 à 800 000 €	0,00 %	Patrimoine X 0
De 800 000 € à 1 300 000 €	0,50 %	(Patrimoine X 0,005) - 4 000 €
De 1 300 000 € à 2 570 000 €	0,70 %	(Patrimoine X 0,007) - 6 600 €
De 2 570 000 € à 5 000 000 €	1,00 %	(Patrimoine X 0,01) - 14 310 €
De 5 000 000 € à 10 000 000 €	1,25 %	(Patrimoine X 0,0125) - 26 810 €
Au-delà de 10 000 000 €	1,50 %	(Patrimoine X 0,015) - 51 810 €

Afin de limiter les effets de seuil liés à l'application du barème (taxation dès 800 000 € pour un seuil d'imposition de 1 300 000 €), **les contribuables dont le patrimoine est compris entre 1 300 000 € et 1 400 000 € bénéficient d'une décade.** Celle-ci est calculée comme suit : 17 500 € - 1,25 % de la valeur du patrimoine. Un contribuable dont le patrimoine est fixé à 1 300 000 € aura donc un ISF limité à 1 250 € et à 2 225 € pour un patrimoine de 1 350 000 €.

La formule de calcul des droits reprise dans le tableau ci-dessus permet de déterminer le montant de manière directe. Ainsi, dans le cas d'un patrimoine taxable de 2 000 000 €, le montant de l'ISF à payer ressort à 7 400 € $((2\,000\,000 \times 0,007) - 6\,600 \text{ €})$ et à 25 690 € $((4\,000\,000 \times 0,01) - 14\,310 \text{ €})$ pour un patrimoine de 4 000 000 €.

Les rares modifications pour 2014 concernent des points spécifiques liés au mécanisme du plafonnement ainsi qu'à la taxation des contrats assortis d'une clause d'indisponibilité temporaire, à savoir :

- La doctrine administrative qui visait à incorporer les intérêts des fonds en euros des contrats d'assurance vie pour **l'application du plafonnement ISF** est devenue sans objet suite à son annulation décidée par le Conseil d'Etat. Précisons que le dispositif du plafonnement a pour but d'éviter que le montant de l'ISF et de l'impôt sur le revenu ne puissent excéder 75 % des revenus du contribuable.
- La loi de finances rectificative pour 2013 stipule que les contrats d'assurance vie avec une clause d'indisponibilité temporaire, tels que les contrats à bonus de fidélité et les contrats euro-diversifié, sont à déclarer à l'ISF dans leur intégralité.

Aucune modification n'est à signaler en matière de réductions d'ISF tant pour les dons que pour l'investissement au capital des PME. En conséquence, le plafond global reste fixé à 45 000 € pour les dons ou les investissements en direct dans les PME et à 18 000 € pour les souscriptions au titre des FIP et des FCPI. Les taux de réductions d'impôt demeurent également inchangés, à savoir 75 % en matière de dons et 50 % pour les investissements dans les PME. Autrement dit, pour bénéficier d'une réduction d'ISF de 15 000 €, le contribuable peut réaliser 20 000 € de dons ou des investissements en titres de PME (en direct ou en FCPI/FIP) à concurrence de 30 000 €. **Dans notre prochaine lettre, nous détaillerons les solutions que nous préconisons en matière d'investissements PME en vue de réduire ou d'annuler l'ISF à payer au titre de cette année.** Notre sélection alliera aussi bien des solutions axées sur la sécurité que sur le dynamisme des PME.

DEJOUER LES PIEGES DE LA PENSION DE REVERSION POUR ASSURER EFFICACEMENT LA PROTECTION DU CONJOINT.

L'une des préoccupations majeures des épargnants concerne la protection du conjoint suite au décès. S'il est possible de traiter cette problématique en ayant recours à des solutions juridiques (changement de régime matrimonial, préciput, legs, donation) et/ou pratiques (assurance vie), encore faut-il être en mesure d'appréhender les besoins du survivant. Pour ce faire, il est impératif de maîtriser les arcanes de la pension de réversion... Ce qui n'est pas chose aisée dans la mesure où les règles d'attribution et de calcul varient selon les régimes de retraite.

Le seul élément commun à l'ensemble des régimes concerne l'absence de réversion pour les conjoints non mariés. En effet, **en l'état actuel de la législation, les concubins ou partenaires d'un pacs ne peuvent prétendre à la réversion de la retraite du défunt.** Seules les personnes mariées (ou l'ayant été) sont en droit de percevoir une pension de réversion suite au décès de leur conjoint (ou ex-conjoint).

Dans le cadre du **régime général de retraite (CNAV)**, la pension de réversion est **fixée à 54 % de la retraite du défunt**, mais son versement effectif est soumis à des conditions d'âge et de ressources. Ainsi, le survivant doit être **âgé d'au moins 55 ans** et ses **ressources annuelles doivent être inférieures à 19 822 € s'il vit seul ou 31 716 € s'il vit en couple**. Il est à noter que **seules les ressources personnelles du conjoint survivant entrent en ligne de compte**. Autrement dit, les salaires et les retraites sont comptabilisés ainsi que les revenus liés aux biens propres. Signalons que si le survivant est âgé d'au moins 55 ans, ses revenus d'activité bénéficieront d'un abattement de 30 % pour le calcul des ressources. **L'évaluation des revenus issus des biens propres s'opère de manière fictive en retenant 3 % de la valeur des biens**, les revenus réels n'étant pas comptabilisés. Dans le cas où une donation a été effectuée dans les 10 dernières années avant la date de la demande de la réversion, il y a lieu d'intégrer un revenu fictif correspondant à 3 % pour les donations de moins de 5 ans et 1,50 % pour celles de plus de 5 ans et de moins de 10 ans. L'habitation principale ainsi que l'ensemble des biens issus de la communauté ou de la succession du défunt n'entrent pas en ligne de compte dans le calcul des ressources. Il en découle donc, que pour des époux mariés sous le régime de la communauté universelle, seuls les salaires ou retraites du survivant sont concernés pour la détermination des ressources. A l'inverse, pour des époux mariés sous le régime de la séparation des biens, les actifs appartenant au survivant entreront dans le calcul des ressources à hauteur de 3 % de leur valeur ce qui limitera d'autant les possibilités de perception de la réversion.

Dans le cas où la pension de réversion ajoutée aux ressources de l'intéressé dépasse le plafond, la pension de réversion est réduite à concurrence du montant du dépassement. Prenons l'exemple d'une personne veuve non remariée qui dispose de 14 000 € de ressources et dont la retraite de base du défunt était de 15 000 €. La veuve serait en droit de percevoir une réversion de 8 100 € $(15\,000 \times 54 \%)$. Toutefois, étant donné que ses ressources atteindront 22 100 €

(14 000 € + 8 100 €) et dépasseront le seuil de 19 822 €, la pension de réversion sera donc diminuée de 2 278 € (22 100 € - 19 822 €) pour atteindre 5 822 € par an.

Le montant de la pension de réversion peut-être majoré de 10 % si l'intéressé a eu 3 enfants. Il en est de même s'il en a élevé au moins 3, pendant au moins 9 ans avant leur 16^{ème} anniversaire à la condition que ces enfants aient été à sa charge et à celle de son conjoint. La pension de réversion ne peut excéder 10 137,96 € et ne peut être inférieure à 3 403,07 € si le défunt a cotisé au régime général pendant au moins 60 trimestres.

En cas de remariage, la pension de réversion est répartie entre le conjoint survivant et les ex-conjoints, qu'ils soient ou non remariés, au prorata des années de mariage. Par exemple, si une personne a été mariée pendant 30 ans dont 10 avec une première épouse et 20 avec une seconde, la pension sera répartie comme suit : 1/3 pour la première épouse (10 ans / 30 ans) et 2/3 pour la seconde (20 ans / 30 ans).

La pension de réversion du régime de base des professions libérales (CNAVPL) et des indépendants (artisans, commerçants et agriculteurs) suit strictement les mêmes règles que celles du régime de base des salariés.

En revanche, celle du régime de base des titulaires de la fonction publique diffère des autres régimes tant dans ses conditions que son montant. La pension de réversion est attribuée au conjoint survivant à la condition qu'au moins un enfant ait été issu du mariage. En cas d'absence d'enfant, il convient que le mariage ait duré au moins 4 ans et, en cas de durée inférieure, il faut que le mariage soit intervenu au moins deux ans avant le départ en retraite du fonctionnaire.

La pension de réversion est égale à 50 % de la retraite du conjoint décédé et n'est soumise à aucune condition de ressources et d'âge. Au même titre que le régime de bases des salariés, s'il existe plusieurs bénéficiaires, la pension est partagée au prorata de la durée des mariages. En revanche, **le conjoint perdra le bénéfice de la pension de réversion en cas de remariage, de pacs ou de concubinage.** Enfin, si la pension du défunt bénéficiait d'une majoration pour enfant à charge (10 % pour 3 enfants + 5 % par enfant supplémentaire), le conjoint survivant pourra percevoir la moitié de cette majoration à la condition qu'il ait effectivement élevé les enfants pendant 9 ans avant leur 16^{ème} anniversaire.

La pension de réversion des retraites complémentaires concernant les salariés (ARRCO et AGIRC) ressort à 60 % de la retraite du défunt. Elle n'est pas soumise à des conditions de ressources mais uniquement à une condition d'âge fixée à 55 ans (ARRCO) et à 60 ans (AGIRC). Il est toutefois possible de demander la réversion dès 55 ans en contrepartie d'une minoration sauf si l'intéressé bénéficie d'une pension de réversion au titre du régime de base. La condition d'âge n'est plus requise dès lors qu'au moment du décès, au moins deux enfants à charge sont présents au sein du foyer.

Le versement de la pension de réversion est soumis à la condition d'absence de remariage. En cas de remariage, la réversion est définitivement supprimée et ne pourra en aucun cas être rétablie même en cas de divorce ou de décès du nouveau conjoint. En l'absence d'ex-conjoint, la pension de réversion du veuf ou de la veuve est calculée sur la totalité des droits du défunt. En cas de présence d'ex-conjoint divorcé et non remarié, la pension de réversion est proportionnelle à la durée du mariage rapportée à la durée de cotisation du défunt. En présence d'un conjoint survivant et d'un ou plusieurs ex-conjoints divorcés et non remariés, la pension de réversion est partagée au prorata de la durée du mariage rapportée à la durée de la totalité des mariages.

La pension de réversion relative aux **retraites complémentaires des titulaires de la fonction publique (RAFP)** est fixée à 50 % sans condition d'âge, de ressources ou de durée minimum de mariage. Celle concernant les **non titulaires de la fonction publique (IRCANTEC)** est fixée à 50 % sous condition d'âge (50 ans) et d'une durée minimum de mariage de 4 ans en l'absence d'enfant issu de l'union.

La pension de réversion des **retraites complémentaires concernant les indépendants (RCI)** ressort à **60 % de la retraite du défunt sous conditions de ressources** (plafond fixé à 75 096 €) **et d'âge (55 ans)**. Aucune condition de durée de mariage n'est exigée et un **éventuel remariage ne fait pas obstacle à la perception de la pension de réversion.**

La pension de réversion des retraites complémentaires concernant les professions libérales diffère selon les organismes. En règle générale, **la réversion est assortie d'une condition d'âge** fixée à 60 ans (CARMF, CAVEC, CAVOM et CIPAV) ou 65 ans (CARPIMKO et CARCDSF) **et d'une durée de mariage minimum de 2 ans** (CARMF et CIPAV) sauf si un enfant est issu de l'union (CAVEC, CAVOM, CIPAV, CARPIMKO et CARCDSF). Dans tous les cas, la pension est partagée entre le conjoint survivant et les conjoints divorcés non remariés, au prorata de la durée de chaque mariage. **En cas de remariage, le versement de la pension de réversion est suspendu. Le taux de réversion est de 60 % à l'exception de la CIPAV qui est fixé à 50 %.**

Vous trouverez sur notre site à l'adresse suivante : www.magellanconseil.fr/informations-patrimoniales-et-fiscales/pensions-de-reversion un tableau qui, en plus de traiter certains cas particuliers (Avocats et Notaires), offre une vue synthétique de ce mécanisme assez complexe qu'est la pension de réversion. Il s'agit toutefois d'un sujet qu'il convient de parfaitement maîtriser pour calculer les baisses de revenus que subira le conjoint lorsqu'il sera veuf et pouvoir prendre les bonnes décisions avant qu'il ne soit trop tard. Il est à noter que les retraites supplémentaires, telles que les articles 83 et 39 et loi Madelin, ne sont pas concernées par ce dispositif. En effet, pour ces dispositifs spécifiques, les options de rente sont librement choisies par l'épargnant entre une rente viagère non réversible avec ou sans annuités garanties et une rente réversible dont le taux de réversion peut varier de 60 % à 100 %.

PANORAMA DES MARCHÉS FINANCIERS

Données arrêtées au 31 mars 2014

Marchés des Actions	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
PARIS (CAC 40)	4 391,50	-0,38%	2,22%	10,09%	56,43%
PARIS (CAC Mid&Small)	9 408,38	1,11%	9,03%	24,16%	130,28%
PARIS (CAC All-Tradable)	3 373,10	0,05%	3,38%	15,20%	70,49%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	3 161,60	0,39%	1,69%	8,61%	52,65%
NEW YORK (Dow Jones)	16 457,66	0,83%	-0,72%	33,59%	116,29%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	4 198,99	-2,53%	0,54%	50,98%	174,70%
FRANCFORT (Dax Xetra)	9 555,91	-1,40%	0,04%	35,71%	133,94%
LONDRES (FTSE 100)	6 598,37	-3,10%	-2,23%	11,67%	100,18%
TOKYO (Nikkei 225)	14 827,83	-0,09%	-8,98%	52,00%	82,84%
MONDE (Msci World) en Euros	128,13	0,43%	0,58%	23,16%	95,98%

Taux d'intérêt	jour le jour	3 mois	1 an	10 ans	20 ans
FRANCE	0,15%	0,23%	0,18%	2,05%	2,83%
ETATS-UNIS	0,10%	0,23%	0,33%	2,68%	3,38%
ROYAUME-UNI	0,45%	0,52%	0,53%	2,82%	3,39%
JAPON	0,08%	0,14%	0,34%	0,61%	1,46%

Or et Devises	Cours	Variation en pourcentage sur			
		1 mois	l'année	3 ans	5 ans
LINGOT	30 400 €	-1,94%	8,22%	-4,70%	36,02%
NAPOLEON	183,90 €	-8,00%	8,24%	-6,51%	31,17%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3776	-0,27%	-0,11%	-3,03%	3,52%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8263	0,00%	-0,89%	-6,50%	-11,23%
EURO / 100 YENS	¥ 141,95	0,94%	-1,92%	20,69%	8,21%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2181	0,23%	-0,77%	-6,34%	-19,61%

CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Données arrêtées au 31 mars 2014

BUDGET 2013	371,5 milliards d'euros (dt déficit = 62,6 mds)
PIB 2013	2 060 milliards d'euros
DETTE PUBLIQUE	1 925,3 milliards d'euros soit 93,5 % du PIB
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,30 % au 4 ^{ème} trimestre 2013
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 129 euros par mois à compter du 01/01/2014
SMIC	9,53 euros à compter du 01/01/2014
INDICE DES PRIX	+ 0,90 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	- 0,53 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 0,69 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	10,20 % de la population active

2, Avenue de Flandre - CS 15015 - 59705 MARCQ-EN-BAROEUL Cedex - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@magellanconseil.fr
www.magellanconseil.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 € - R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311

Conseiller en Investissement Financier référencé sous le n° E001631 par l'ANACOFI CIF association agréée par l'AMF

Société de courtage d'assurance n° ORIAS 07 005 844 - Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du code des assurances
 Carte de démarchage financier n° 2050880203VB - Transactions sur immeubles et fonds de commerce - Carte professionnelle n° 2032 T